



INCONSÉQUENCE D'ÉTAT

Dix-neuf ans après, les mêmes images. En 1996, la police investissait l'église Saint-Bernard, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, pour en déloger des sans-papiers, sous les huées de militants associatifs et de comédiens en vue. Lundi dernier, elle évacuait des immigrés clandestins à quelques dizaines de mètres de là. A l'époque, la gauche avait crié au scandale ; revenue au pouvoir l'année suivante, elle s'était fait un devoir de régulariser 100 000 clandestins, essentiellement africains. Et cette fois ?

A en juger par sa discrétion, le gouvernement semble pour le moins gêné aux entournures. Si Manuel Valls a augmenté massivement le nombre de régularisations quand il était ministre de l'Intérieur, il se montre nettement moins enthousiaste depuis qu'il s'est installé à Matignon. Débordé par les vagues d'immigration massives et continues venues de Méditerranée, le pouvoir pare au plus pressé dans une certaine confusion. Un jour, il refuse les quotas d'immigrés clandestins que Bruxelles veut nous imposer, le lendemain il réquisitionne des centaines de chambres d'hôtel (moyennant finances, évidemment) pour reloger des « migrants » dont on sait pourtant pertinemment qu'ils ne sont pas des réfugiés susceptibles d'obtenir le droit d'asile en France. Des squats sont évacués mais des logements sont mis à disposition de ceux qui les

occupaient, d'abord dans toute l'Ile-de-France et maintenant jusqu'au Havre ou à Orléans.

Cette ambiguïté se veut généreuse, mais elle n'en est pas moins inconséquente. Si le devoir d'accueil et la solidarité sont des valeurs cardinales pour des personnes privées, il en va différemment pour un Etat. Non pas que celui-ci doive être par nature égoïste, ou encore moins xénophobe, mais parce qu'il est investi d'une responsabilité particulière, celle d'assurer la paix civile. Et chacun peut constater combien l'immigration clandestine, par l'ampleur qu'elle a prise depuis les printemps arabes, est en train de déstabiliser les pays de l'Union européenne. Si on ne l'endigue pas avec des mesures répressives fortes, les tensions vont devenir insupportables, comme on le voit déjà à Calais ou dans les bidonvilles qui se multiplient en région parisienne. Sans compter le risque de voir des terroristes s'infiltrer parmi les clandestins et la multiplication des naufrages en Méditerranée.

Une politique de fermeté est possible. Elle est menée depuis deux ans par l'Australie, qui refoule systématiquement les migrants arrivant illégalement à ses frontières. Nul ne peut entrer sans visa dans le pays, même au titre du droit d'asile. Comme de juste, les organisations humanitaires, et même l'ONU, critiquent cette intransigeance, mais les Australiens la soutiennent massivement. Cette conversion à la realpolitik est possible chez nous aussi. Elle a déjà eu lieu en matière diplomatique : plus personne (à part peut-être Bernard-Henri Lévy) ne défend des interventions extérieures menées au nom des droits de l'homme et de la morale sans se soucier de leurs conséquences géopolitiques. Le même principe de responsabilité devrait prévaloir en matière d'immigration.

L'IMMIGRATION ILLÉGALE MASSIVE EST UN DANGER POUR LA PAIX CIVILE

CROQUETTE@LEFIGARO.FR